



SOCIÉTÉ D'EXPERTISE COMPTABLE ET DE COMMISSARIAT AUX COMPTES

C.P.C.V. ILE DE FRANCE

Association régie par la Loi du 1^{er} juillet 1901
Siège social : 7, rue du Château de la Chasse
95390 SAINT PRIX
SIREN : 320 328 370

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2022

A l'assemblée générale de l'association C.P.C.V. ILE DE FRANCE

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association C.P.C.V. ILE DE FRANCE relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2022, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du Commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2022 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes et notamment pour ce qui concerne :

Les subventions attribuées et en attente d'un recouvrement partiel ou total

Nous avons obtenu les éléments probants justifiant la réalité desdites subventions et le caractère raisonnable de l'évaluation des créances à recevoir correspondantes. Ces éléments

reposent notamment sur les contrats ou conventions de subventions signées entre l'Association et ses financeurs.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport d'activité du président et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'association.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreur.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter ses comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en

cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé sur l'article L.823-10-1 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de l'Association. Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- Il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- Il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- Il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- Il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Paris, Le 2 mai 2023

PSK AUDIT

Le commissaire aux comptes

Stéphane KUPERBERG

BILAN AU 31 DECEMBRE 2022

ACTIF	VALEUR BRUTE	VALEUR AMORTIE OU PROVISION	VALEUR NETTE AU 31/12/2022	VALEUR NETTE AU 31/12/2021
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Concessions, droits, licences	75 000,00	29 179,00	45 821,00	70 821,00
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	12 140 816,52	3 765 082,41	8 375 734,11	8 699 733,24
Terrains	3 991 750,00	-	3 991 750,00	3 991 750,00
Constructions	2 548 650,00	713 707,50	1 834 942,50	1 962 375,00
Aménag. Installations	3 999 091,02	1 775 984,16	2 223 106,86	2 501 759,67
Matériel & mobilier	1 601 325,50	1 275 390,75	325 934,75	243 848,57
	-	-	-	
IMMOBILISATIONS FINANCIERES	265 408,16	-	265 408,16	261 143,44
Placements à long terme	7 869,00	-	7 869,00	7 869,00
Dépôts et cautionnements	257 539,16	-	257 539,16	253 274,44
TOTAL DE L'ACTIF IMMOBILISE	12 481 224,68	3 794 261,41	8 686 963,27	9 031 698,68
STOCKS	18 238,83	-	18 238,83	15 595,92
Stocks denrées et fournitures	18 238,83	-	18 238,83	15 595,92
CREANCES DE FONCTIONNEMENT	2 636 740,68	23 225,59	2 613 515,09	2 138 915,30
Participations à recevoir des groupes et allocataires	152 438,33	23 225,59	129 212,74	127 839,03
Participations à recevoir des organismes publics	2 415 116,08		2 415 116,08	1 905 276,18
Comptes courants associations fédérées	55 893,49	-	55 893,49	98 696,92
Créances diverses	13 292,78	-	13 292,78	7 103,17
DISPONIBILITES	1 381 997,08	-	1 381 997,08	1 752 121,46
Banque	1 381 636,66		1 381 636,66	1 748 809,11
Caisse	360,42		360,42	3 312,35
CHARGES CONSTATEES D'AVANCE	57 833,36	-	57 833,36	45 671,78
TOTAL DE L'ACTIF CIRCULANT	4 094 809,95	23 225,59	4 071 584,36	3 952 304,46
TOTAL DE L'ACTIF	16 576 034,63	3 817 487,00	12 758 547,63	12 984 002,14

BILAN AU 31 DECEMBRE 2022

PASSIF						AU 31/12/2022	AU 31/12/2021
FONDS DE DOTATION						10 256 571,63	10 256 571,63
SUBVENTION D'INVESTISSEMENT						9 630,60	9 630,60
REPORT A NOUVEAU						-1 741 896,47	-1 747 584,70
RESULTAT DE L'EXERCICE						10 967,99	5 688,23
TOTAL DES FONDS PROPRES						8 535 273,75	8 524 305,76
PROVISION POUR RISQUES ET CHARGES						120 522,00	75 640,00
Provision fonds départ en retraite						120 522,00	75 640,00
EMPRUNT ET DETTES FINANCIERES						2 564 757,44	2 462 185,86
Emprunts						2 564 757,44	2 461 859,86
Date	Durée	Taux	Banque	Total emprunté	Total remboursé	-	-
2017	6	2	Axa	375 000,00	225 000,00	150 000,00	225 000,00
2018	20	1,75	Crédit Agricole	1 300 000,00	160 777,70	1 139 222,30	1 205 067,05
2020	5	1,77	LCL	188 141,75	88 718,67	99 423,08	140 792,81
2020	6	0,25	BFCC (PGE)	500 000,00	60 608,94	439 391,06	500 000,00
2021	5	2,23	LCL	191 000,00	37 492,76	153 507,24	191 000,00
2021	4,5	0,37	BFCC	200 000,00	36 786,24	163 213,76	200 000,00
2022	1	0,25	BFCC	220 000,00		220 000,00	
2022	5	3,27	Crédit Agricole	200 000,00		200 000,00	
TOTAUX				3 174 141,75	609 384,31		
Intérêts courus sur emprunts							326,00
Banque concours bancaires							
DETTES DE FONCTIONNEMENT COURANT						425 741,49	462 363,09
Fournisseurs et comptes rattachés						292 915,17	321 652,16
Comptes courants associations fédérées							4 536,60
Créditeurs divers						132 826,32	136 174,33
DETTES RELATIVES AU PERSONNEL						336 086,35	344 474,27
Rémunérations nettes							
Congés à payer						9 260,00	38 815,00
URSSAF						149 067,00	126 291,00
Mutuelle						59 094,85	55 134,44
Caisse de retraite						37 100,11	41 355,07
Contribution formation continue						4 711,45	28 455,76
Contribution logement						62 096,94	48 457,00
Prélèvement à la source						6 357,00	5 966,00
Taxe sur les salaires						8 399,00	
DETTES DIVERSES						134 690,96	276 802,40
Créditeurs divers						109 101,34	229 738,98
Avances reçues sur actions						25 589,62	47 063,42
TOTAL DES DETTES						3 461 276,24	3 545 825,62
PRODUITS CONSTATES D'AVANCE						641 475,64	838 230,76
Stages de formation et d'insertion						640 825,64	838 230,76
Stages BAFA, BAFA et séjours						650,00	
TOTAL DU PASSIF						12 758 547,63	12 984 002,14

COMPTE DE RESULTAT

CHARGES	EXERCICE 2022	EXERCICE 2021
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Achats de matières premières et autres approvisionnements	851 866,73	765 485,21
Autres achats et charges externes	4 935 141,75	4 871 765,55
Impôts, taxes et versements assimilés	378 031,86	303 199,60
Salaires et traitements	3 096 501,55	2 840 806,38
Bénévolat valorisé	100 000,00	100 000,00
Charges sociales	1 259 310,89	1 023 253,25
Dotation aux amortissements et aux provisions	650 918,74	656 852,94
Autres charges de fonctionnement	54 683,80	256 647,02
TOTAL I - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	11 326 455,32	10 818 009,95
CHARGES FINANCIERES		
Intérêts et charges assimilés	48 630,81	36 603,66
TOTAL II - CHARGES FINANCIERES	48 630,81	36 603,66
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	30 918,49	253 412,69
Charges exceptionnelles sur opérations de capital	-	-
TOTAL III - CHARGES EXCEPTIONNELLES	30 918,49	253 412,69
TOTAL GENERAL DES CHARGES (I + II + III)	11 406 004,62	11 108 026,30

COMPTE DE RESULTAT

PRODUITS	EXERCICE 2022	EXERCICE 2021
PRODUITS DE FONCTIONNEMENT		
Participations reçues	11 143 559,32	10 873 106,65
Subventions de fonctionnement	49 215,00	14 214,00
Bénévolat valorisé	100 000,00	100 000,00
Reprise de provision dépréciation de créances	30 487,31	116 093,28
TOTAL I - PRODUITS DE FONCTIONNEMENT	11 323 261,63	11 103 413,93
PRODUITS FINANCIERS		
Autres intérêts et produits assimilés	19,90	131,66
TOTAL II - PRODUITS FINANCIERS	19,90	131,66
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Sur opération de gestion Sur opération en capital	93 691,08	10 168,94
TOTAL IV - PRODUITS EXCEPTIONNELS	93 691,08	10 168,94
TOTAL GENERAL DES PRODUITS (I + II + III + IV)	11 416 972,61	11 113 714,53
TOTAL GENERAL DES CHARGES	11 406 004,62	11 108 026,30
RESULTAT NET DE L'EXERCICE	+ 10 967,99	+ 5 688,23

TABLEAU DE FINANCEMENT DES INVESTISSEMENTS

	Réel 2022	Réel 2021
RESSOURCES	1 051 399	947 078
Capacité d'autofinancement	631 399	546 448
Résultat net de l'exercice	10 968	5 688
Amortissements et provisions	620 431	540 760
Flux de trésorerie liés aux opérations de financement	420 000	400 630
Souscription d'emprunts	+ 420 000	+ 391 000
Subvention d'investissement		9 630
EMPLOI	1 421 523	258 213
Flux de trésorerie liés aux opérations d'investissement	+ 251 336	+ 263 442
Acquisition d'immobilisation	247 071	254 656
Dépôts et cautions	4 265	8 786
Flux de trésorerie liés aux opérations de financement	337 102	181 408
Remboursement d'emprunts	+ 337 102	+ 181 408
Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité	833 085	-186 637
Stocks	2 642	1 655
Créances	446 241	230 395
Dettes	384 202	-418 687
VARIATION DE LA TRESORERIE	-370 124	+ 688 865
Trésorerie au 1er Janvier	1 752 121	1 063 256
Trésorerie au 31 décembre	1 381 997	1 752 121

REGLES ET METHODES COMPTABLES

Le bilan de l'exercice clos le 31 décembre 2022 dont le total est de 12 758 547,63 € et le compte de résultat dont le total des produits est de 11 416 972,61 € dégagent un résultat net de 10 967,99 €.

L'exercice social a une durée de douze mois correspondant à l'année civile.

Les comptes ont été arrêtés par le Conseil d'Administration du 05 avril 2023 et sont établis conformément aux dispositions du plan comptable et des règles comptables applicables au secteur associatif à but non lucratif.

I - ACTIVITES DE L'ASSOCIATION ET FAITS MARQUANTS DE L'ANNEE 2022

• Le CPCV est une association de loi 1901 fondée en 1944. D'inspiration protestante, le CPCV travaille dans un esprit d'ouverture et est sensible à toutes formes d'exclusion : à l'écoute des transformations de la société et de ses concitoyens, les actions de l'association se diversifient dans l'objectif de former des acteurs de la vie sociale et de soutenir la création de réseaux solidaires qui favorisent la réalisation de projets et dynamisent les processus d'intégration sociale. Ses pratiques pédagogiques sont actives et au service de l'épanouissement de la personne.

- Le CPCV Ile de France réalise les actions suivantes :

POLE SOCIAL

Accueil et hébergement des personnes en situation de grande précarité :

- Hébergement d'urgence des demandeurs d'asile
- Hébergement d'urgence Val d'Oise
- Hébergement d'urgence Paris
- Hébergement d'urgence alternative à l'hôtel (ALTHO)
- Aide au logement temporaire (ALT)
- Maisons relais
- Solibail - Louer solidaire

Insertion sociale et économique de personnes en difficultés sociales :

- Chantier collectif de travail d'intérêt général (TIG)
- Placements extérieurs (PE)
- Détention à domicile sous surveillance électronique (DDS)
- Plateforme RSA
- Chantier d'insertion pour public sous-main de justice
- PLIE 78

INSTITUT DE FORMATION

Le CPCV Ile de France a 40 ans d'expérience dans la formation professionnelle dédiée aux secteurs suivants :

Nos formations à l'animation volontaire :

- BAFA (Brevet d'Aptitude aux Fonctions d'Animateur) : Formation générale, Approfondissement et qualification
- BAFD (Brevet d'Aptitude aux Fonctions de Directeur) : Formation générale, Perfectionnement ou renouvellement

Nos formations à l'animation professionnelle :

- BP JEPS (Brevet Professionnel de la Jeunesse, de l'Education Populaire et du Sport) :
 - option LTP (Loisirs Tout Public)
 - option AS (Animation Sociale)
- DE JEPS (Diplôme d'Etat de la Jeunesse, de l'Education Populaire et du Sport)

Nos formations sanitaires et sociales :

- ADVF (Titre professionnel d'Assistant de Vie aux Familles)
- DEAES (Diplôme d'Etat d'Assistant Educatif et Social)
- CSC DEAES (Certificat de Spécialisation Complémentaire DEAES - Spécialité de la structure)
- VAE - DEAES (Validation des Acquis de l'Expérience)

Nos formations Insertions Parcours Entrées en emploi :

- Parcours entrées emploi
- Parcours de sécurisation
- Métiers de l'animation
- Métiers du Sanitaire et Social

Nos formations d'insertion professionnelle :

- Certification CLEA

ACCUEIL ET EDUCATION DES JEUNES ENFANTS ECOLE MONTESSORI

L'école l'Arbre Bleu accueille des enfants de 2 à 6 ans dans un espace verdoyant au plus proche de la nature. La pédagogie utilisée est celle développée par Maria Montessori. Elle a pour objectif d'accompagner l'enfant pour qu'il puisse construire sa confiance et son estime de soi, ainsi que sa concentration, dans un environnement adapté à ses besoins.

• Les faits marquants de l'année 2022	Année 2021	Année 2022
• Activités du pôle social poursuivies à pleine capacité avec :		
- Accueil des migrants et des familles en hébergement d'urgence	120 450	143748
- Accompagnement de familles en logement social	326	414
- Actions d'accompagnement TIG et placement extérieur et chantier d'insertion	90	120
• Activités de formation professionnelle	273 485	376 191
• Activités BAFA, BAFD	407	0
• Ecole Montessori	17	37
• Intégration à partir du 1er novembre 2021 de l'activité formation réalisée précédemment par le CPCV Alsace		
• Obtention de la certification QUALIOPI en octobre 2021		
• Poursuite active du projet de construction à Saint-Prix d'un ensemble immobilier à vocation sociale.		

II - LES CONVENTIONS GENERALES COMPTABLES sont appliquées dans le respect du principe de prudence conformément aux hypothèses de base à l'exception du point III ci-dessous relatif aux immobilisations corporelles :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

III - LA METHODE DE BASE RETENUE pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques, à l'exception de l'opération relative à la valorisation du patrimoine immobilier du CPCV exposé au point IV ci-dessous :

IV - LES POINTS SUIVANTS PEUVENT ETRE PRECISES

a) Les immobilisations corporelles

Dans le cadre des opérations de développement en cours de réalisation comprenant en particulier le projet de construction d'un ensemble immobilier à vocation sociale, il a été nécessaire de procéder à la valorisation à dire d'expert de l'ensemble du patrimoine immobilier du CPCV Ile de France.

Cette expertise réalisée au cours du 1er trimestre 2018 par M Bruno Tricard, Expert immobilier près la cour d'appel de Paris, aboutit aux valeurs suivantes inscrites dans les comptes de CPCV au 1er janvier 2018 en lieu et place des valeurs historiques auxquelles s'ajoutent les valeurs d'acquisition réalisées en 2019 de la propriété Saint Cyr.

	Hexagone	Pavillon	Saint Cyr
Valeur des terrains			
- zone constructible : 10 507 m2 x 250 €	2 625 000	150 000	881 750
- zone non constructible : 22 352 m2 x 15 €	335 000	-	
Valeur des bâtiments gros œuvre et second œuvre	5 026 000	300 000	418 250
Total valeur du terrain et des bâtiments	7 986 000	450 000	1 300 000
Soit une valeur totale :		9 736 000	

Leurs amortissements sont calculés suivant le mode linéaire, et selon les rythmes suivants :

- Constructions	30 ans
- Agencement des constructions	5 à 20 ans
- Mobilier	6 ans
- Autres matériels	4 à 6 ans

b) Les immobilisations financières sont valorisées au coût historique d'acquisition.

c) Les stocks sont valorisés au coût de revient.

d) Les créances d'exploitation à recevoir sont valorisées à leur valeur nominale.

Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur au 31 Décembre est inférieure à la valeur comptable.

e) Le fonds de dotation

Le fonds de dotation correspond à la valorisation du patrimoine immobilier de l'association et aux dotations aux fonds d'investissement.

f) Provision pour risques et charges :

La provision pour fonds de retraite est dotée en 2022 pour un montant de 120 522 € correspondant à l'engagement prévisionnel de l'association vis-à-vis des salariés en CDI ayant atteint l'âge de 58 ans au 31 décembre 2022

V - COMPLEMENTS D'INFORMATIONS RELATIFS AU BILAN ET AU COMPTE DE RESULTAT**A - Tableau de mouvement des fonds associatifs**

	AU 01/01/2022	MOUVEMENTS 2022	AFFECTATION RESULTAT 2022	AU 31/12/2022
Fonds de dotation	10 256 572	-	-	10 256 572
Subvention d'investissement	9 630			9 630
Report à nouveau	-1 747 585		+ 5 688	-1 741 897
Résultat de l'exercice	5 688	10 968	-5 688	10 968
TOTAL DES FONDS PROPRES	8 524 305	10 968	0	8 535 273

B - Etat des provisions inscrites au bilan

	AU 01/01/2022	DOTATION	REPRISE	AU 31/12/2022
Provision pour risques et charges	75 640	44 882		120 522
Provision pour dépréciation des créances de fonctionnement	43 746	9 966	-30 487	23 225

C - Etat de l'actif immobilisé

VALEURS BRUTES	AU 01/01/2022	ACQUISITIONS	REPRISES ET CESSIONS	AU 31/12/2022
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	75 000	0	0	75 000
Cessions, Droits, licences	75 000			75 000
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	12 000 255	247 071	-106 509	12 140 817
Terrains	3 991 750			3 991 750
Constructions	2 548 650		-	2 548 650
Autres immobilisations corporelles	5 459 855	247 071	-106 509	5 600 417
IMMOBILISATIONS FINANCIERES	261 143	4 265	0	265 408
Autres titres immobilisés	7 869	-		7 869
Autres immobilisations financières	253 274	4 265		257 539
TOTAUX	12 336 398	251 336	-106 509	12 481 225

VALEURS AMORTIES	AU 01/01/2022	DOTATIONS 2022	REPRISES ET CESSIONS	AU 31/12/2022
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	4 179	25 000	0	29 179
Cessions, Droits, licences	4 179	25 000		29 179
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	3 300 522	571 069	-106 509	3 765 082
Constructions	586 275	127 432	-	713 707
Autres immobilisations corporelles	2 714 247	443 637	-106 509	3 051 375
TOTAUX	3 304 701	596 069	-106 509	3 794 261

D - Échéances des créances et des dettes

NATURE	TOTAL BRUT	- 1 an	de 1 à 5 ans	+ de 5 ans
CREANCES				
Autres immobilisations financières	265 408	-	265 408	-
Participations à recevoir	2 636 741	2 636 741	-	-
Charges constatées d'avance	57 833	57 833	-	-
TOTAL DES CREANCES	2 959 982	2 694 574	265 408	-
DETTES				
Emprunts bancaires	2 564 757	651 948	1 120 650	792 159
Fournisseurs et comptes rattachés	425 741	425 741	-	-
Dettes relatives au personnel	336 086	336 086	-	-
Dettes diverses	134 691	134 691	-	-
Produits constatés d'avance	641 476	641 476	-	-
TOTAL DES DETTES ET DES PRODUITS CONSTATES D'AVANCE	4 102 752	2 189 942	1 120 650	792 159

E - Comptes de régularisation

- Les charges et produits constatés d'avance concernent le fonctionnement de l'exercice suivant.

F - Ventilation des produits de fonctionnement

- Participations reçues des adhérents et des organismes publics
- Subventions de fonctionnement
- Bénévolat valorisé

Total

2021	2022
10 873 106	11 143 559
14 214	49 215
100 000	100 000
10 987 320	11 292 774

G - Affectation du résultat de l'exercice en report à nouveau

	2021	2022
Résultat de l'exercice	5 688	10 968
Affectation : Report à nouveau	5 688	10 968

H - Information relative à l'agrément "Entreprise solidaire" (au sens de l'article L 443-3-1 du code du travail) :

L'Association CPCV Ile de France respecte les conditions qui ont permis la délivrance de l'agrément "Entreprise solidaire".

SITUATION DES ENGAGEMENTS HORS BILAN

I - Situation des engagements hors bilan :

I - Engagements reçus :

Baux pour les locaux situés à Paris et dans les départements limitrophes.

II - Engagements donnés :

▪ Charges à payer sur matériel en crédit bail

▪ Hypothèque conventionnelle

Sur les biens et droits immobiliers sis à Saint-Prix (95390) - portant sur l'ensemble immobilier suivant :
Références cadastrales : Parcelles de terrain Section AS numéro 134 pour une contenance de 5.421 m² et Pavillon à usage de bureaux et terrain de 1.000 m² compris dans la parcelle cadastrée section AS numéro 153.

Rang de la garantie 1 pour un montant de : 1.300.000 € en principal outre les accessoires, pour une durée de 252 mois.

Tel que ce bien existe et se comporte, avec toutes ses dépendances, tous immeubles par destination, toutes constructions, augmentations et améliorations qui pourraient y être faites.

▪ **Sûreté et garantie du remboursement** de la somme de 1.300.000 € et ce en capital et intérêts, frais, indemnités et autres accessoires, et de l'exécution de toutes les obligations résultant du présent contrat, l'EMPRUNTEUR affecte et hypothèque au profit de CRCA, les biens suivants situés à Saint-Prix - 95390 - 7 rue du château de la Chasse :

- une parcelle de terrain cadastrée section AS numéro 134 pour une contenance totale de 5.421 m²,
- un local à usage de bureaux et terrain d'une superficie de 1.000 m² situé sur la parcelle de plus grande importance d'une contenance totale de 2.420 m² cadastrée section AS numéro 153.

II - Autres informations :

A) Charge future concernant les indemnités de retraite : fonds de retraite doté au 31 décembre 2022 : 120 522 €

B) Effectifs de personnel (équivalent temps plein) :

	<u>2021</u>	<u>2022</u>
Personnel salarié (ETP)	87,17	98,35
Personnel bénévole (ETP)	2,05	2,05
TOTAUX	<u>89,22</u>	<u>100,40</u>



SOCIÉTÉ D'EXPERTISE COMPTABLE ET DE COMMISSARIAT AUX COMPTES

C.P.C.V. ILE DE FRANCE

Association régie par la Loi du 1^{er} juillet 1901
Siège social : 7, rue du Château de la Chasse
95390 SAINT PRIX
SIREN : 320 328 370

RAPPORT SPECIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES CONVENTIONS REGLEMENTEES

EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2022

A l'assemblée générale de l'association C.P.C.V. ILE DE FRANCE,

En notre qualité de Commissaire aux Comptes de votre Association Nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon les termes de l'article R. 612-6 du code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des Commissaires aux comptes relatives à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

CONVENTIONS SOUMISES A L'APPROBATION DE L'ASSEMBLEE GENERALE

En application de l'article R. 612-7 du Code de commerce, nous avons été avisés des conventions mentionnées à l'article L. 612-5 du Code de commerce qui ont été passées au cours de l'exercice écoulé.

❖ Compte courant débiteur CPCV IDF/CPCV Locarythm	23 876 €
❖ Compte courant débiteur CPCV IDF/Picardie	18 655 €
❖ Compte courant débiteur CPCV IDF/Union	13 362 €

Fait à Paris, Le 2 mai 2023

PSK AUDIT

Le Commissaire aux comptes

Stéphane KUPERBERG

